

EMPLOI & SALAIRES

EMPLOI

Montée du chômage

20 EMPLOI : faiblesse des embauches

21 MARCHÉ DU TRAVAIL : diminution de la population active en 2013

EMPLOI

Montée du chômage

La population active française a reculé en 2013, une première depuis 30 ans. Ce résultat soulève une nouvelle interrogation sur le potentiel de croissance et sur la participation au marché du travail des classes d'âges extrêmes dans notre pays. Cette dernière est en effet nettement inférieure au taux d'activité observé dans les autres grandes économies développées.

L'emploi salarié marchand ne parvient pas à se redresser. La bonne surprise du deuxième trimestre 2014 relève de l'aléa compte tenu de l'accumulation des mauvais indicateurs parus ces derniers mois et devrait laisser place à une rechute.

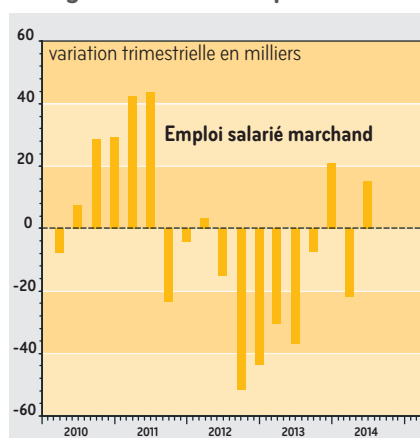
La dégradation du climat des affaires témoigne en effet du pessimisme des chefs d'entreprise quant à leurs perspectives de recrutements. Les déclarations d'embauche de plus d'un mois sont ainsi reparties à la baisse en juillet. En même temps, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A continue de s'accroître : depuis le début de l'année, il a progressé de 117 000. L'accroissement des contrats aidés a certes permis de freiner la hausse du chômage mais cette politique ne peut se prolonger durablement et doit être accompagnée de mesures fortes pour stimuler les créations d'emploi dans le secteur privé. La mise en œuvre du Pacte de responsabilité va dans la bonne direction. À l'avenir, la volonté du gouvernement de poursuivre et de renforcer la politique de l'offre qu'il entend mener devra se traduire en actes afin de redonner confiance aux entreprises.

1. EMPLOI : FAIBLESSE DES EMBAUCHES

EMPLOI SALARIÉ

Selon une première estimation de l'Insee, l'**emploi salarié marchand** est légèrement reparti à la hausse au deuxième trimestre (+ 0,1 %, soit 15 300 créations nettes de postes). Un premier rebond avait été enregistré fin 2013 avant d'être effacé par le recul du début d'année, à la suite duquel l'indicateur avait atteint un nouveau point bas, revenant à ses niveaux de la mi-2005. L'emploi salarié marchand ressort désormais à 15 896 500, très loin du record de 16 436 000 atteint début 2008.

Léger rebond de l'emploi salarié



Source : Insee

Cette évolution positive tient exclusivement à la progression de l'emploi dans le **tertiaire** (+ 0,3 %, soit + 32 300 postes), soutenu par un rebond modéré de l'**intérim** (+ 2,4 %). On compte ainsi 11 353 500 salariés dans le secteur, dont 529 900 intérimaires. En revanche, la situation continue de se dégrader dans l'**industrie** et la **construction**. L'emploi affiche un recul de respectivement 0,3 et 0,6 % dans ces deux secteurs (- 9 200 et - 7 800 postes). Avec 3 160 600 salariés, l'érosion de l'emploi dans l'industrie entamée au début des années 2000 se poursuit. Dans la construction, le nombre de travailleurs retombe à un niveau proche de celui de l'hiver 2006, à 1 382 300.

Le rebond inattendu de l'emploi au deuxième trimestre ne devrait toutefois pas se poursuivre durant la deuxième partie de l'année, pénalisé par la stagnation de l'activité. En juillet, les **déclarations d'embauche de plus d'un mois hors intérim** diffusées par l'Acoess se contractent de 2 %. Elles oscillent autour de 570 000 depuis début 2013, contre un point haut de 630 000 à la mi-2011.

OFFRES

Les **offres d'emploi collectées par Pôle emploi** augmentent en juillet pour le deuxième mois consécutif (+ 0,9 % après + 5,4 % en juin) suite à leur chute du mois de mai (- 13,8 %). Elles ressortent ainsi à 212 400, niveau qui demeure extrêmement bas en regard des plus de 300 000 enregistrés au début 2008. Les offres d'emploi durable (plus de six mois) augmentent de 0,7 %, à 103 700. Elles stagnent autour des 100 000 depuis le début 2013, contre plus de 130 000 en 2007-2008. Les offres d'emploi temporaire (entre un et six mois) progressent de 1,7 %, à 82 900. Elles ressortaient à près de 120 000 en moyenne entre 2010 et 2011. Enfin, les offres d'emploi occasionnel (moins d'un mois) reculent de 1,1 %, à 25 800. Entre 1999 et 2010, elles évoluaient aux alentours de 40 000.

2. MARCHÉ DU TRAVAIL : DIMINUTION DE LA POPULATION ACTIVE EN 2013

FRANCE

Faiblesse du taux d'emploi dans les classes d'âge extrêmes

Selon les résultats de l'**enquête emploi** pour le deuxième trimestre 2014, le **taux d'emploi** (personnes en emploi rapportées à la population de la classe d'âge) chez les 15-64 ans est ressorti à 64,2 %, ratio autour duquel il fluctue depuis près de quatre ans. L'indicateur poursuit son reflux chez les 15-24 ans et les 25-49 ans (à respectivement 25,1 % et 75,5 %), tandis qu'il reste orienté à la hausse chez les 50-64 ans (à 53,5 %). Pour cette classe d'âge, ce résultat est principalement la conséquence du recul de l'âge de départ à la retraite et de la forte réduction du nombre de bénéficiaires de mesures de cessation anticipée d'activité. Le **taux d'activité** pour l'ensemble des classes d'âge s'est quant à lui stabilisé, s'inscrivant à 71,2 %. Le léger repli du ratio chez les moins de 25 ans (à 36,7 %) a été compensé par la hausse chez les 50-64 ans (à 62,8 %), l'indicateur restant quasiment stable pour les 25-49 ans (à 88,6 %). Entre 2010 et 2012, le recul de la population en âge de travailler avait été compensé par une meilleure participation au marché du travail de cette dernière. En 2013, cet effet aurait été insuffisant selon la Dares, ce qui s'est traduit par un recul de la population active (- 28 000) pour la première fois depuis trente ans.

Le **taux de chômage au sens du BIT**, demeure à des niveaux élevés, à respectivement 10,2 % pour la France entière (+ 0,1 point sur un trimestre) et 9,7 % pour la seule France métropolitaine (stable). Chez les moins de 25 ans, l'indicateur demeure inchangé pour le deuxième trimestre successif, après avoir diminué tout au long de 2013. Il ressort désormais à 22,8 %, contre un record de 25,3 % à l'automne 2012. Chez les 25-49 ans, le taux de chômage progresse à 9,2 % (+ 0,1 point), au plus haut depuis plus de quinze ans. Il était descendu à 6,1 % en 2008. Chez les 50 ans et plus, l'indicateur recule de 0,1 point, à 6,6 %. Au total, le nombre de chômeurs s'établit à 2 784 000 au printemps 2014, en légère augmentation sur un trimestre (+ 10 000). Le nombre de personnes au **chômage partiel** s'inscrit quant à lui à 68 000. Bien qu'en hausse par rapport au début d'année, il reste loin du maximum de 186 000 atteint à l'hiver 2013.

Le chômage progresse pour toutes les catégories

Selon Pôle emploi, le nombre de **demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A** (n'ayant exercé aucune activité au cours du mois de référence) a enregistré un neuvième mois consécutif de hausse en juillet. Il progresse de 0,8 % par rapport à juin, atteignant le record de 3 424 400, niveau supérieur de 73 % au point bas de février 2008. Depuis le début de l'année, 117 100 personnes ont rejoint cette catégorie. Dans les catégories B (ayant travaillé au plus 78 heures au cours du mois de référence) et C (ayant travaillé plus de 78 heures au cours du mois de référence), la tendance est également à la hausse, avec respectivement + 0,2 et + 1,3 % de demandeurs d'emploi (soit 665 100 et 994 300 personnes). Au final, le nombre de **l'ensemble des demandeurs d'emploi** (catégories A+B+C) augmente de 0,8 % en juillet, à 5 083 800.

LE MARCHÉ DU TRAVAIL EN JUILLET 2014

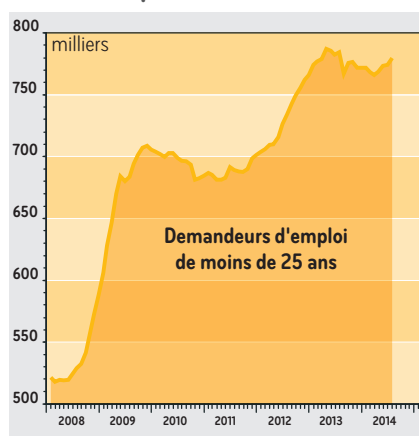
(données cvs en milliers)

	juillet 2013	juillet 2014	Variation en %	
			en 1 mois	en 1 an
Demandes d'emploi (en fin de mois) Catégorie A	3 282,7	3 424,4	+ 0,8	+ 4,3
Catégories A + B + C	4 843,2	5 083,8	+ 0,8	+ 5,0
Catégorie D	262,9	268,5	- 4,1	+ 2,1
Catégorie E	354,3	395,0	- 0,3	+ 11,5
Demandeurs d'emploi de moins de 25 ans	784,3	779,6	+ 0,7	- 0,6
Demandes de plus d'un an d'ancienneté	1 983,8	2 170,7	+ 1,4	+ 9,4
Offres d'emploi	209,3	212,4	+ 0,9	+ 1,5

DÉFINITIONS :

Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi**Catégorie B :** demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (moins de 78 heures par mois)**Catégorie C :** demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures par mois)**Catégorie D :** demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en stage, formation, maladie, ...), sans emploi**Catégorie E :** demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en contrat aidé), en emploi

Source : Pôle emploi

Le chômage des jeunes
repart à la hausse

Source : Pôle emploi

Chez les **moins de 25 ans**, après une légère décrue entamée à la fin 2013, le nombre de demandeurs d'emploi (A+B+C) progresse en juillet pour le quatrième mois successif. Il s'inscrit à 779 600 (+ 0,7 % sur un mois), se rapprochant des sommets de l'été 2013. En ce qui concerne les **50 ans et plus**, l'accroissement se poursuit de façon régulière depuis plus de six ans. En juillet, ils étaient 1 123 900, soit 2,3 fois plus que le minimum touché au printemps 2008.

Le **chômage de longue durée** reste également orienté à la hausse, le nombre de demandeurs d'emploi (A+B+C) inscrits depuis un an ou plus sur les listes de Pôle emploi augmentant de 1,4 % en juillet, à 2 170 700. Il concerne désormais 42,7 % des demandeurs d'emploi (+ 0,3 point sur un mois), soit un nouveau point haut.

Le **flux mensuel des entrées à Pôle emploi** ressort à 504 800 en juillet (+ 1,7 %), porté par le redressement de 2,7 % des inscriptions pour fin de CDD (23,1 % du total) et de 4 % pour les « autres cas » (43,5 % du total), ces dernières regroupant les entrées suite à une rupture conventionnelle (de l'ordre de 28 000 par mois en moyenne). Le **flux mensuel des sorties** diminue quant à lui de 2 %, à 461 200, pénalisé par le recul de 4,6 % des sorties pour reprise d'emploi déclarée (18,6 % du total). Les sorties pour cessation d'inscription pour défaut d'actualisation (43,1 % du total) se replient également en juillet (- 2,5 %).

Lent recul du chômage en Europe

EUROPE

Selon les **données harmonisées par Eurostat**, le **taux de chômage** est resté inchangé en juillet dans l'Union européenne et la zone euro, à respectivement 10,2 et 11,5 % de la population active. La tendance demeure cependant à la baisse, l'indicateur ayant reflué depuis le pic du printemps 2013 de 0,7 point dans l'Union européenne et de 0,5 point dans la zone euro. Cette amélioration est liée en grande partie au repli du taux de chômage enregistré dans les pays les plus touchés par la crise européenne. Ainsi, en Irlande, au Portugal et en Espagne, le taux de chômage ressort en juillet à respectivement 11,5, 14 et 24,5 %. Au plus fort de la récession dans ces trois pays entre 2012 et 2013, il était monté à respectivement 15,1, 17,4 et 26,3 %. Une inflexion est aussi perceptible en Grèce, avec un recul du ratio de 27,9 à 27,2 % en huit mois. En Belgique et en Italie, le taux de chômage est stabilisé à des niveaux relativement élevés depuis près d'un an (respectivement 8,5 et 12,6 %). Enfin, en Allemagne, l'indicateur poursuit son repli, s'inscrivant à 4,9 % en juillet, soit le taux le plus bas de la zone euro avec l'Autriche.

TAUX DE CHÔMAGE DANS L'UNION EUROPÉENNE

(juillet 2014 - données standardisées)

	%		%
Grèce	27,2	Croatie	16,2
Espagne	24,5	Chypre	14,9
Portugal	14,0	Slovaquie	13,8
Italie	12,6	Bulgarie	11,5
Irlande	11,5	Lettonie	11,5
France	10,3	Lituanie	10,8
Finlande	8,7	Slovénie	9,8
Belgique	8,5	Pologne	9,0
Suède	7,9	Hongrie	8,1
Pays-Bas	6,7	Estonie	7,3
Danemark	6,6	Roumanie	7,0
Royaume-Uni	6,4	République tchèque	6,0
Luxembourg	6,3	Malte	5,7
Allemagne	4,9		
Autriche	4,9		
Zone Euro-18	11,5	États-Unis	6,2
UE-28	10,2	Japon	3,8

Source : Eurostat

REPÈRES STATISTIQUES

POPULATION, EMPLOI

Population totale (2013)	65 681 900	Trois fonctions publiques (1 ^{er} janvier 2012)	4 964 568
Population active (2013)	30 061 400	État	1 965 867
Population active occupée (2013)	27 042 400	Territoriale	1 869 263
Non-salariés (2013)	2 607 200	Hospitalière	1 129 438
Salariés (2013)	24 435 200	Entreprises publiques (1 ^{er} janvier 2012)	784 500
Salariés secteurs marchands (30/06/2014)	15 896 500	Établissements publics (1 ^{er} janvier 2012)	560 905
Industrie	3 160 600	Total secteur public	6 309 973
Construction	1 382 300		
Services	11 353 500		

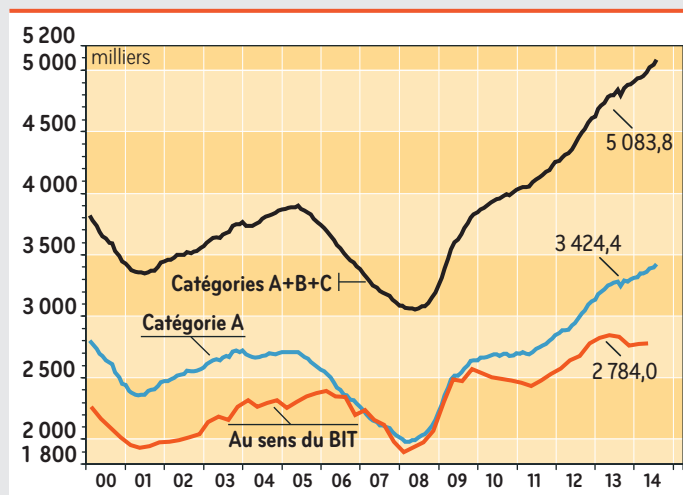
Source : Insee

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI

moyennes annuelles	2008		2010		2011		2012		2013	
	milliers	%	milliers	%	milliers	%	milliers	%	milliers	%
Salariés	- 318,9	- 1,3	- 33,8	- 0,1	+ 113,0	+ 0,5	- 9,5	- 0,0	- 71,3	- 0,3
Agriculture	- 11,0	- 3,2	- 6,6	- 2,0	+ 0,4	+ 0,1	+ 4,9	+ 1,5	+ 10,3	+ 3,1
Industrie	- 127,8	- 4,0	- 124,1	- 4,0	- 27,8	- 0,9	- 15,3	- 0,5	- 39,3	- 1,3
Construction	+ 4,3	+ 0,3	- 33,7	- 2,1	- 14,6	- 0,9	- 7,3	- 0,5	- 28,5	- 1,8
Tertiaire marchand	- 202,5	- 1,7	+ 122,8	+ 1,0	+ 168,9	+ 1,4	+ 24,8	+ 0,2	- 40,8	- 0,3
Tertiaire non marchand	+ 18,2	+ 0,2	+ 7,9	+ 0,1	- 13,9	- 0,2	- 16,6	- 0,2	+ 27,1	+ 0,4
Non-salariés	+ 9,8	+ 0,4	+ 49,8	+ 2,1	+ 73,2	+ 3,0	+ 38,8	+ 1,5	+ 23,3	+ 0,9
Emploi total	- 309,0	- 1,1	+ 16,0	+ 0,1	+ 186,2	+ 0,7	+ 29,4	+ 0,1	- 48,0	- 0,2

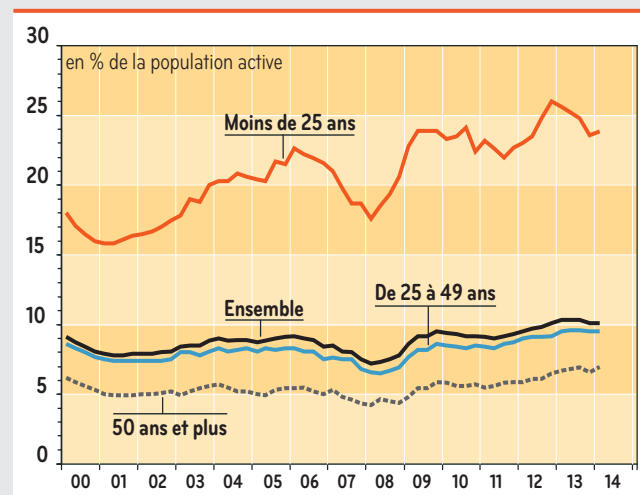
Source : Insee

NOMBRE DE CHÔMEURS



Sources : Dares, Insee

TAUX DE CHÔMAGE



Source : Insee

REPÈRES STATISTIQUES

SALAIRES, REVENUS ET POUVOIR D'ACHAT

variation sur un an en %	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (prév.)
SHBO	3,0	3,0	2,8	3,1	2,4	1,9	2,1	2,2	1,9	1,5
Prix hors tabac	1,7	1,7	1,5	2,8	0,1	1,5	2,1	1,9	0,7	0,5
Pouvoir d'achat du SHBO	1,2	1,3	1,4	0,3	2,3	0,4	0,0	0,3	1,2	1,0
SMB	2,7	2,8	2,7	2,9	2,4	1,8	2,1	2,2	1,8	1,5
Pouvoir d'achat du SMB	1,0	1,1	1,2	0,1	2,3	0,3	0,0	0,3	1,1	1,0
SMPT secteur marchand non agricole	3,2	3,6	2,7	2,7	1,0	3,2	1,5	1,8	1,5	1,6
Pouvoir d'achat du SMPT	1,5	1,8	1,2	- 0,1	0,9	1,7	- 0,6	- 0,1	0,8	1,1
Masse des salaires bruts (smna)	3,8	4,8	4,5	3,3	- 0,9	3,0	2,2	1,9	0,8	1,3
Pouvoir d'achat de la masse des salaires bruts (smna)	2,1	3,0	2,9	0,5	- 1,0	1,5	0,1	0,0	0,1	0,8
Revenu disponible de l'ensemble des ménages (RDB)	2,9	4,6	5,2	3,1	0,1	2,4	2,0	0,5	0,6	0,7
Déflateur de la consommation privée	1,8	2,2	2,1	2,8	- 1,4	1,1	1,8	1,4	0,7	0,5
Pouvoir d'achat du RDB	1,0	2,4	3,0	0,3	1,5	1,3	0,2	- 0,8	0,0	0,2

Sources : Dares, Insee, prévisions Uimm

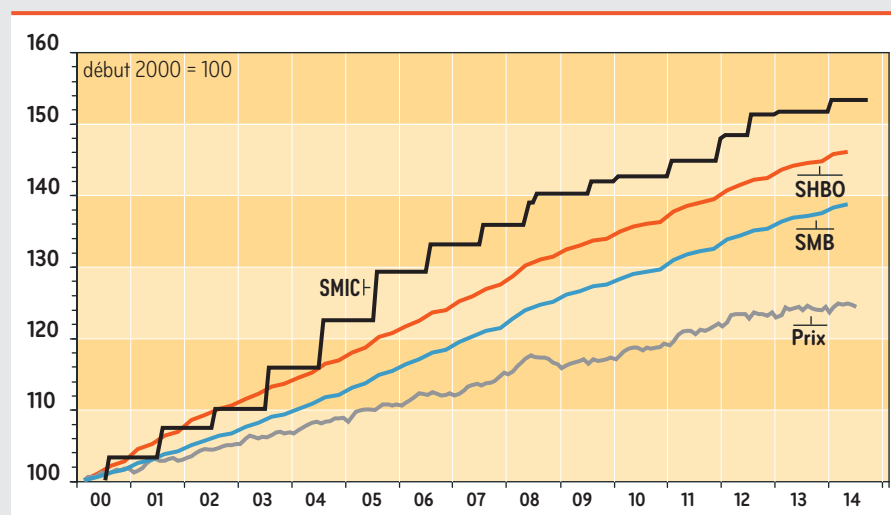
Salaire mensuel moyen net de prélèvements (2011) en euros	Agents de l'État	Secteur privé et semi-public
	2 430	2 130

Source : Insee

SMIC

	Taux horaire en €	Augmentation en %
1 ^{er} juillet 2008	8,71	0,9
1 ^{er} juillet 2009	8,82	1,3
1 ^{er} janvier 2010	8,86	0,5
1 ^{er} janvier 2011	9,00	1,6
1 ^{er} décembre 2011	9,19	2,1
1 ^{er} janvier 2012	9,22	0,3
1 ^{er} juillet 2012	9,40	2,0
1 ^{er} janvier 2013	9,43	0,3
1 ^{er} janvier 2014	9,53	1,1

SALAIRES ET PRIX



Sources : Dares, Insee